



Marc Abélès
LAIOS-IIAC
UMR8177
CNRS/EHESS
abeles@ehess.fr

Référence :
Colloque «Résistants et Résistance»
Présidence d'honneur : Jean-Pierre Vernant
Université de Paris VIII-Saint-Denis
Janvier 1996

CHAPITRE 16

LA RESISTANCE COMME RESSOURCE POLITIQUE DANS L'APRES-GUERRE

Les années de guerre ont créé sans nul doute un véritable séisme dans le paysage politique français. Après 1945, une grande partie de la classe politique était irrémédiablement déconsidérée. De la simple acceptation du régime de Vichy à la collaboration active avec l'ennemi, nombreux étaient ceux qui s'étaient compromis au point d'être à tout jamais exclus de la vie publique française. A la Libération un mot d'ordre prévalait : «reconstruire!» Pour mener à bien l'entreprise, il fallait des hommes nouveaux. Les dirigeants de la III^e République dont la réputation avait surnagé aux années noires apparaissaient usés, vieilliss. Leur image était ternie par les tergiversations et les renoncements qui avaient abouti à Munich, puis à la «drôle de guerre». Dans ce contexte, il n'est guère étonnant que soit apparue, sur le devant de la scène et dans le sillage du général de Gaulle, une nouvelle génération d'hommes politiques qui pouvaient se prévaloir de leur action dans le

combat contre l'occupant. De ces hommes politiques, les historiens de la IV^e et de la V^e République ont bien marqué la place. Sans revenir ici sur les multiples études qu'on a consacrées à ce thème, on peut cependant tenter de restituer, au travers de parcours singuliers et significatifs, le rôle qu'a pu jouer la référence à la Résistance dans l'après-guerre. On distinguera dans les pages qui suivent deux cas de figure différents. Le premier est celui où la participation à «l'armée des ombres» a eu un impact direct sur l'ascension politique des individus. Le second fait intervenir, de manière plus diffuse, non la Résistance elle-même, mais la mémoire de la Résistance.

De la Résistance à la conquête du pouvoir

Deux destins méritent d'être évoqués quand on s'interroge sur l'impact de la Résistance comme ressource politique dans l'après-guerre : l'un baron du gaullisme, l'autre leader socialiste, ils sont parvenus au faite des honneurs. Nous les avons choisis eu égard à la différence de leur engagement. Jacques Chaban-Delmas a été une figure du gaullisme, ce qui ne l'empêcha pas d'avoir une carrière politique bien remplie durant la IV^e République, avant de devenir un hiérarque de la V^e : il connut son apogée en devenant le Premier ministre de Georges Pompidou en 1969. A l'autre pôle de l'échiquier politique, Guy Mollet, longtemps dirigeant des socialistes, accéda aux plus hautes fonctions sous la IV^e République dont il fut l'un des présidents du conseil. Tous deux ont pour point commun d'avoir eu une action effective dans la Résistance. Chaban-Delmas y conquist les galons de plus jeune général français. Guy Mollet joua un rôle important au sein de l'Organisation Civile et Militaire, un prestigieux réseau de

résistance, dans le Nord-Pas-de-Calais. Dans les deux cas, nous avons affaire à des individus qui jusqu'à la guerre, n'avaient ni l'un ni l'autre jamais accédé à des fonctions de responsabilité.

Chaban-Delmas incarne la figure du résistant auréolé de gloire, mais sans nulle implantation politique locale. Parachuté à Bordeaux il sera élu par une ville que rien ne prédisposait à l'accueillir, elle qui avait jusqu'alors été gouvernée par un maire socialiste, plus tard rallié à la collaboration, Adrien Marquet. L'autre grande figure politique de Bordeaux, Philippe Henriot, deviendra l'un des plus virulents porte-parole de Vichy. Dans son ouvrage *Chaban-Delmas à Bordeaux*, Jacques Lagroye relate l'appui que celui-ci reçut de la part de la bourgeoisie et des élites économiques locales. Il relate ce mot d'un patron : «On allait essayer Chaban, en pensant : s'il ne convient pas, on le cassera!». On l'essaya, on l'adopta ; mais réciproquement Chaban-Delmas, qui sut fort bien valoriser sur le plan national son prestige de résistant, a recherché au plan local un consensus avec les forces économiques dominantes. Par la suite, cela l'amène à récupérer progressivement sous sa bannière politique des gens qui n'avaient jamais renié leur soutien à Vichy. En 1965 on voit ainsi rallier la liste du maire des élus qu'avait soutenu Adrien Marquet.

Le cas de Chaban-Delmas illustre la manière dont le prestige acquis dans le combat pour la libération du pays a pu être réinvesti dans la conquête du pouvoir local. Le fait que l'élu de Bordeaux vienne de l'extérieur, loin d'être un handicap, a constitué un véritable atout. Ici le résistant apparaît comme un homme neuf, à l'inverse de tous ceux

1. Jacques Lagroye, *Société et politique. J. Chaban-Delmas à Bordeaux*, Paris, Pédone, 1973, p.57.

qui s'étaient compromis dans la collaboration.

Le cas de Guy Mollet présente une autre image de la promotion politique d'individus dont l'action dans la Résistance a représenté un élément important de légitimation. A la différence de Chaban-Delmas le futur dirigeant socialiste n'accéda pas à un rôle de premier plan dans le dispositif résistant. Mais son action s'exerça dans sa région, ce qui lui permit de s'implanter dès la Libération dans un contexte local qu'il connaissait bien pour y avoir milité avant guerre.

La figure de Guy Mollet a dominé la gauche non-communiste puisqu'il a dirigé la SFIO sans discontinuer de 1946 à 1969. La réputation de cet homme politique reste encore aujourd'hui affectée par le souvenir des positions «droitières» qu'il prit durant la guerre froide et lorsqu'il envoya le contingent en Algérie. Guy Mollet est resté dans les mémoires comme l'archétype du double langage, de la collaboration de classe, de la médiocrité «politicienne». Ce stéréotype ne saurait évidemment rendre compte de l'épaisseur du personnage dont l'action doit être resituée dans le contexte des rapports de force internationaux et de la politique intérieure de cette époque. Nombre d'historiens se sont penchés sur la IV^e République, et l'on ne reviendra pas ici sur des débats et des évaluations relatifs aux événements qui caractérisent les années cinquante. Ce qui nous intéresse, c'est l'irrésistible ascension d'un homme que rien ne prédestinait à devenir un dirigeant politique national.

Né au début du siècle dans une famille modeste – son père était ouvrier du textile à Flers – Guy Mollet sera républicain dans un collège jusqu'en 1936. Il est alors nommé professeur de français. Parallèlement il entre à la SFIO où il militera à la section d'Arras. Il appartient alors à la

tendance «Révolution constructive», comme d'autres jeunes militants qui se feront un nom plus tard : le futur PDG de Renault, Pierre Dreyfus, et un certain Claude Lévi-Strauss, devenu par la suite l'anthropologue que l'on sait. A ce groupe appartient Georges Albertini, «homme de l'ombre» dans l'après-guerre et qui se distinguera par son anticommunisme militant. Tous ces jeunes visent à régénérer leur parti ; Georges Lefranc l'animateur de cette tendance, développe des conceptions «planistes» et pacifistes. Guy Mollet, sans jouer un rôle de premier plan, adhère à ces positions. En décembre 1938, lors de la préparation du congrès de Montrouge, il défend le texte présenté par «Redressement», tendance qui a remplacé «Révolution constructive» et qui prône une conférence de la paix. Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, Guy Mollet demeure dans le camp des pacifistes. Blessé en 1940, prisonnier jusqu'en 1942, il s'engage dans la Résistance à son retour à Arras. Il rejoint l'OCM où il jouera un rôle actif. Lors de la libération d'Arras, l'OCM tient une réunion le 29 octobre 1944. Mollet déclare : «Nous voulons que la IV^e République soit différente du système pétainiste et de la III^e République. Nous voulons une élite nouvelle qui ne sera pas faite de phraseurs, mais de travailleurs².» Membre du comité de Libération, il commence une carrière politique locale et est élu maire d'Arras aux élections municipales de 1945. Guy Mollet ne cesse d'exalter la nouvelle pureté issue de la Résistance. Elle seule peut garantir à la vie politique «davantage de propreté et de tolérance», écrit-il dans *Libre Artois* le 8 juillet 1945³.

A l'époque le nouveau maire d'Arras est un inconnu au-delà des frontières du Pas-de-Calais. Mais il ne souhaite

2. Denis Lefebvre, *Guy Mollet le mal aimé*, Paris, Plon 1992, p. 70.

3. *Ibidem*, p. 77.

pas se contenter de jouer les seconds rôles. Lors du congrès national de la SFIO (11-15 août 1945) il est délégué de la fédération du Pas-de-Calais. Il utilisera cette tribune pour se faire connaître et s'en prend à la direction nationale du parti dans son intervention :

«L'orateur, écrit *Le Populaire*, constate que l'épuration n'a pas été faite comme on l'avait promis pendant la clandestinité et que les grande réformes de structure n'ont pas été accomplies.»

Mollet critique la présence des élus socialistes dans le gouvernement du général de Gaulle et constate en passant qu'il y a aujourd'hui «beaucoup trop de gaullistes dans le pays, beaucoup plus que pendant la clandestinité !4.»

Guy Mollet élabore une motion où il invite les camarades du parti, membres du gouvernement à donner immédiatement leur démission. Le secrétaire général en titre, Daniel Mayer est obligé de monter à la tribune pour justifier sa politique :

«Certes nous avons connu les pires des déceptions : pas d'épuration véritable, pas de réformes de structures, mais la situation extérieure est inquiétante et nous ne voulons pas l'isolement de la France⁵.»

Or, malgré la contre-attaque des hiérarques du parti la motion de Guy Mollet obtiendra d'emblée 28% des mandats. Désormais le résistant du Pas-de-Calais est voué à une grande carrière nationale. Il est intéressant de noter que dans le contexte de l'immédiat après-guerre la référence à la Résistance devient un redoutable levier pour ébranler les positions hiérarchiques, et se poser comme l'interprète des masses et comme le pourfendeur de l'opportunisme. En s'en prenant à la direction de la SFIO, Guy Mollet se pose

4. *Ibidem*, p. 80.

5. *Ibidem*, p. 82.

en interprète de «l'esprit de la Résistance». Que signifiait à l'époque le fait de se réclamer de l'esprit de la Résistance ? D'abord une exigence morale de pureté, face à un passé récent marqué par l'aveuglement et les compromissions de la classe politique : pureté, épuration... des mots qui indiquent l'impératif éthique que se fixent les nouveaux dirigeants du pays. L'esprit de la Résistance est lié à l'idée d'un renouvellement profond des cadres politiques ; il connote aussi l'enthousiasme de ceux qui veulent reconstruire le pays sur de nouvelles bases. Tous ces gens s'emploient en quelque sorte à secouer le cocotier politique, et vont occuper des places de premier plan sur la scène publique. Mais qu'on me permette une réflexion à propos des deux cas cités. Si la Résistance constitue une ressource pour Chaban-Delmas et Mollet, il me semble que pour l'un c'est l'aspect symbolique qui domine, alors que pour l'autre c'est l'aspect politique qui est essentiel. Il y a là plus qu'une nuance, car si l'on transpose cette distinction à des contextes locaux, on s'aperçoit que la Résistance a pu être politiquement «payante» pour des gens à raison de la référence symbolique qu'elle offrait.

La mémoire politique de la Résistance : du local au national

Car l'impact politique de la Résistance après-guerre ne se limite pas à la dichotomie qu'elle induit entre ceux qui en furent et les autres. Les choses sont plus complexes et les ambiguïtés à la hauteur de l'événement. Se référer à ce dernier, beaucoup l'ont fait, sans pour autant qu'on puisse toujours mettre en évidence leur engagement effectif. L'action politique, loin d'être comme on l'a souvent affirmé, affaire de présent et de conjoncture, se construit en recourant

sans cesse à l'évocation du passé. C'est ce qui ressort de l'enquête que j'ai effectuée dans l'Yonne durant les années quatre-vingt⁶. L'un des enseignements de ce travail concerne précisément la recomposition du paysage politique dans les décennies qui suivirent la Libération. Il s'agit moins ici des parcours individuels que de la configuration globale du département. On ne retrouve pas ici l'émergence d'un pouvoir local ancré dans les hauts faits d'un grand résistant. Non que la lutte contre l'occupant ait été moins intense qu'ailleurs. Maquis, bataille du rail, les témoignages de résistance sont multiples. La répression a été à la hauteur de la combativité qui s'est manifestée, notamment chez les cheminots de Laroche-Migennes. Elle frappe les cadres communistes impliqués dans la lutte. Louis Riglet, leur principal dirigeant, est arrêté et meurt sous la torture en 1944.

Au sortir de la guerre, le parti communiste est auréolé du prestige de ses martyres. Il choisit de faire élire Prosper Moquet, le père de Guy, à la députation. Ce parachutage sera sans lendemain, car Moquet échoue en 1947 lorsqu'il se présente à la mairie de Migennes. Progressivement la classe des notables traditionnels assure son hégémonie sur la politique locale. Le cas le plus significatif est celui de Jean Moreau : nommé maire d'Auxerre par le régime de Vichy en 1941 et frappé d'inéligibilité à la Libération, il parvient à faire annuler cette mesure et retrouvera son mandat en 1947. Devenu député et président du conseil général, il règnera sans partage jusqu'en 1958, allant même jusqu'à refuser l'accès à l'hôtel de ville à de Gaulle en 1947, alors que celui-ci doit y tenir un meeting du RPF. Moreau a détenu plusieurs portefeuilles ministériels ; il est

6. Marc Abélès, *Jours tranquilles en 89. Ethnologie politique d'un département français*, Paris, Odile Jacob, 1989.

l'un des proches d'Antoine Pinay, qui lui aussi a exercé des responsabilités municipales sous Pétain. Après la guerre Jean Moreau est l'une des pièces maîtresses du dispositif politique du département. Au sud de l'Yonne Pierre-Etienne Flandin, ancien président du conseil de la III^e République, qui a été ministre de Pétain de décembre 1940 à février 1941, devra attendre jusqu'à 1955 pour redevenir éligible. Il demeure cependant l'une des personnalités influentes de la région. Son cousin Léon Noël, qui aurait pu occuper de hautes fonctions, a choisi le camp gaulliste : il deviendra député RPF en 1951, sans qu'il fasse pour autant une grande carrière locale ; on le retrouvera plus tard à la tête du conseil constitutionnel créé par le général, et dont il sera le premier président.

L'après-guerre dans l'Yonne reste donc marquée par des personnages qui pour la plupart n'ont rien eu de commun avec la Résistance. A l'inverse les grandes figures du maquis ne pèsent guère sur l'échiquier politique. Armand Simonnot, le «commandant Théo», chef de la compagnie Vauban, incarne bien ces hommes très engagés politiquement, communistes d'avant-guerre, qui ont pris une part active à la libération du territoire et bénéficient d'un prestige considérable en 1945. Il est élu conseiller municipal. Cette fois-là même des religieux ont voté pour un communiste : la Résistance a créé des liens d'estime et une complicité mutuelle entre les bénédictins de l'abbaye de La Pierre-qui-Vire et Simonnot qui réside dans un hameau du voisinage. Mais le commandant Théo va suivre à Paris le chef des FTP, Charles Tillon, dont il devient le garde du corps. Quand Tillon sera éliminé de la direction du Parti, Simonnot l'accompagnera par la suite dans son exil provençal et ne jouera plus aucun rôle dans la vie politique du département. Les élus communistes de l'Yonne après-

guerre ne sont pas de grands résistants, mais ils bénéficient du prestige qu'a acquis le «parti des fusillés». L'ANACR, association d'anciens combattants proche du PC, veille à préserver ce capital symbolique. Ce n'est que bien des années après la guerre que les communistes conquièrent la mairie de Migennes : sans aucun doute, la mémoire de la Résistance et de la bataille du rail ont eu leur part dans le succès du PC.

Le seul dirigeant de la Résistance qui tente un moment de faire carrière dans le département ne parviendra pas à s'y implanter. Jacques Piette accéda à la députation à la faveur du scrutin proportionnel lors des élections législatives de 1956. Il avait été l'un des responsables de l'OCM dans la région et était l'un des proches de Guy Mollet à la SFIO. Deux ans plus tard il dut céder la place : décidément l'impact politique de la Résistance sur le plan des hommes était demeuré marginal. Dans le département voisin, la Nièvre, la percée de François Mitterrand représente une rupture par rapport à la III^e République : comme à Bordeaux, on est à la recherche d'hommes nouveaux : se réclamer de la Résistance représente un atout, à condition d'obtenir le soutien de la bourgeoisie modérée. Mitterrand remplit ces conditions ; la classe politique traditionnelle le voit d'un oeil favorable ; dans l'Yonne il entretient d'excellentes relations avec la famille Flandin ; lors de la création du Parc Régional du Morvan en 1972, Mitterrand soutiendra la candidature de Paul Flandin à la présidence de cette institution.

Si l'historien peut aisément retracer à travers les destins politiques l'impact de la Résistance, l'anthropologue se trouve devant un phénomène plus diffus. La mémoire des années de guerre est omniprésente dans la vie politique locale. Elle affleure dans le discours de manière souvent

allusive, sans qu'on sache toujours ce qui se dissimule derrière des formules parfois sybillines. Car des clivages existent parmi ceux qui ont participé à la Résistance, mais que les évolutions politiques ont éloigné. Clivages qui sont liés aux choix politiques d'après-guerre, entre gaullistes et communistes, mais qui sont dûs aussi aux avatars du communisme et aux ruptures parfois dramatiques qu'ils ont entraînées. Il y a aussi dans l'évocation de la Résistance quelque chose d'irréductible aux jeux du politique dans la démocratie républicaine. Bien sûr la plupart des résistants n'étaient pas à l'image du personnage romanesque que décrit Roger Vaillant dans *Le Grand jeu*, ou des figures qu'a évoqué Emmanuel d'Astier de la Vigerie dans *Le Chagrin et la Pitié* : «On pouvait être résistant quand on était inadapté [...] On était en dehors de la société organisée [...] Nous étions des ratés», déclarait l'ancien dirigeant de *Libération*. La capacité à s'affirmer comme chef dans l'univers de la clandestinité ne relevait pas nécessairement des mêmes critères que l'habileté politique requise pour faire carrière en temps de paix. Un peu comme l'albatros du poète baudelairien, le charisme de certains leaders en temps de guerre pouvait devenir un handicap dans une conjoncture normale. En outre, les réseaux politiques mis en place sous la III^e République n'avaient pas miraculeusement disparu.

Le retour à la normalité institutionnelle laissait libre cours à la réinstallation des vieilles forces politiques. Comme le constatait Maurice Agulhon : «Parmi les 90% de Français qui ont applaudi à la Libération en août 44, combien, même en milieu populaire, se sentaient assez engagé dans la Résistance pour envisager d'inventer à sa suite des structures entièrement nouvelles de participation politique ? Fort peu sans doute. L'enracinement de la démocratie

républicaine classique dans les moeurs françaises est tel que les structures des partis (même ceux défailants ou absents de 40 à 44), étaient sans doute même en 1945, plus réellement populaires que les comités de héros inconnus⁷.»

Pour toutes ces raisons, il est clair que si la Résistance a pu souvent constituer une ressource et accélérer la promotion politique de personnages qui jouèrent un rôle-clé dans les affaires gouvernementales, on doit aussi nuancer cette appréciation. D'une part il faut distinguer entre les réalités et les effets symboliques induits par la mémoire et sa valorisation. D'autre part la composante proprement résistante ne constitue qu'une petite partie du personnel politique des IV^e et V^e Républiques. D'autre part, durant une longue période qui s'étend de l'après-guerre jusqu'aux années 1970, les milieux politiques se gardent de pousser trop loin l'introspection sur le comportement des Français pendant l'Occupation. Significative est la préoccupation encore réaffirmée par le président Georges Pompidou, lorsqu'il accepte de grâcier Paul Touvier, de «réconcilier les Français». Surmonter les divisions, prôner la réconciliation, c'est encore cet argument que reprendra François Mitterrand pour justifier son attitude dans l'affaire Bousquet. Dans cette perspective l'engagement résistant n'était pas nécessairement de nature à favoriser à lui seul une carrière politique.

Même le «parti des fusillés», bien qu'il entretint la mémoire de ses héros, n'en avait pas moins pour chef un homme qui avait passé la guerre loin de son pays, sous la protection de Staline ; quelques années après Thorez, le choix du comité central pour la succession de Waldeck-Rochet ne portera pas sur un ancien résistant : à Roland Leroy on préférera Georges Marchais qui avait travaillé en

7. In Colloque CNRS *La libération de la France*, 1976, p. 84-85.

Allemagne pendant la guerre. Les anciens de la Résistance, comme Jean-Pierre Vernant⁸, admettront mal qu'on fasse un tel choix. Reste qu'à partir des années 70, la Résistance était devenue un «lieu de mémoire». Son incidence politique était évidemment plus réduite qu'auparavant ; mais la mémoire des temps de guerre réservait encore de nouvelles surprises. Acteurs, témoins, historiens, cinéastes ont progressivement dissipé bien des obscurités et des dénégations pour restituer les ambiguïtés d'une période aussi proche que mal connue. On a mis au jour et analysé le «syndrome de Vichy»⁹ ; mais ce travail a eu des effets inattendus sur la vie politique.

Si l'attention s'est d'abord portée sur les anciens dignitaires de Vichy, avec une floraison d'ouvrages sur les comparses de Pétain, la question du rôle réel des résistants devenus célèbres après-guerre s'est trouvée posée. Tel l'arroseur arrosé, les politiques qui se réclamaient de la Résistance se sont vus à leur tour réclamer des comptes. Le plus illustre, François Mitterrand, sera interpellé à propos des liens qu'il a entretenus à Vichy jusqu'à l'automne 43 et d'amitiés plus tardives comme celle qui l'a lié à Bousquet. Et toujours l'ambiguïté : «Nul autre que lui, écrit Pierre Péan, n'a rencontré, comme il l'a fait pendant la période tourmentée qui a précédé, successivement le maréchal Pétain, le général Giraud et le général de Gaulle¹⁰.» Le président lui-même, qui avait répondu aux questions de Pierre Péan, éprouvera encore le besoin de s'expliquer sur son comportement entre 42 et 44, dans un entretien télévisé en septembre 1994. C'est dire à quel point le souvenir de la Résistance pèse encore à cinquante ans de distance.

8. In Jean-Pierre Vernant, *Entre mythe et politique*, Paris, Seuil, 1996, p 579.

9. Cf. Henry Rousso, *Le Syndrome de Vichy*, Paris, Seuil, p. 198.

10. In Pierre Péan, *Une jeunesse française*, Paris, 1994, p. 434.

En conclusion si j'avais à répondre à la question : la Résistance fut-elle une ressource politique dans l'après-guerre, je répondrai tout à la foi oui certes et oui mais. Oui certes, comme le montrent les destins nationaux de Chaban-Delmas, Guy Mollet et bien d'autres, la Résistance a propulsé à la tête de l'Etat des hommes nouveaux et qui ont marqué de leur empreinte près de trente années de l'histoire de France, souvent désignées comme «les trente glorieuses». Oui mais, beaucoup de combattants valeureux des maquis ont été rejetés du jeu politique par le retour des anciennes structures et habitudes partisans, voire par le jeu d'ambitions qui s'accommodaient mal de «l'esprit de la Résistance». On pourrait aussi se demander si ce n'est pas la politique qui a, au fil du temps, remanié sans cesse sa relation symbolique à la Résistance, propulsant, selon les périodes, son souvenir au premier plan, pour à d'autres moments l'occulter, ou se voir à son tour interpellé par cette mémoire. Soyons sûrs en tout cas que la Résistance aura constitué l'arrière-fond et le contrepoint de la vie politique française jusqu'en cette fin du XX^e siècle.

Marc Abèles